

L'économie et les liens sociaux invisibles

Gregor Fitzi

Numéro 1, automne 2020

Les sociétés invisibles

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/98250ac>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Revue L'Esprit libre

ISSN

2563-5425 (imprimé)

2564-1824 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Fitzi, G. (2020). L'économie et les liens sociaux invisibles. *Siggi*, (1), 17–19.

L'économie et les liens sociaux invisibles

GREGOR FITZI,
Potsdam



La pandémie de 2020 a mis en évidence plusieurs phénomènes sociaux auxquels nous ne prêtons pas assez d'attention en « temps normaux ». L'un des plus importants est sans doute le rôle des liens sociaux non visibles dans le bon fonctionnement de nos sociétés. Il faut admettre que c'est tout à fait normal que nous n'en soyons pas conscient·e·s. Les institutions sociales de la quotidienneté ont la fonction de nous décharger d'un nombre d'actions sociales nécessaires mais pénibles et nous permettent d'interagir librement. En arrière-plan, pourtant, nous participons à ces relations sociales invisibles qui se déroulent normalement avec des tiers anonymes.

La fin des interactions en face à face

Ce qui a été sociologiquement remarquable durant le confinement provoqué par la pandémie, c'est le constat que les sociétés peuvent apparemment dire adieu à l'interaction en face à face sans en souffrir. Ce phénomène a des causes socio-structurelles et des conséquences politiques. Dans les sociétés complexes, les relations sociales avec des individus anonymes deviennent de plus en plus importantes. L'exemple classique est celui de l'argent développé par Georg Simmel (1858-1918) : la monnaie devient de plus en plus indépendante de ses initiateurs. Nous acceptons ainsi des feuilles de papier coloré (aujourd'hui, même des numéros qui apparaissent sur les écrans de nos ordinateurs ou de nos téléphones portables) comme garantie qu'à l'avenir des tiers anonymes

« Les sociétés peuvent apparemment dire adieu à l'interaction en face à face sans en souffrir. »

nous assureront un service comparable à celui que nous venons de fournir en échange d'argent. C'est le modèle dans lequel la majorité de nos relations sociales fonctionnent aujourd'hui. En revanche, le nombre minimal de relations en face à face, que nous continuons heureusement à cultiver et qui ont une grande importance pour nous, est socialement infini-tésimal. Cela limite considérablement notre capacité à contrôler les structures bureaucratiques qui régulent les sociétés complexes, car nous pouvons difficilement négocier des règles d'action avec des médiateurs sociaux dominants comme l'argent. Au lieu de cela, nous nous soumettons à des contraintes technico-sociales, souvent de manière inconsciente, parce qu'elles facilitent grandement notre vie quotidienne. Les relations sociales fondées sur un consensus passif deviennent alors de plus en plus importantes pour la cohésion de la société. Cela a des conséquences politiques importantes, car leur prédominance modifie complètement la façon dont l'opinion publique arrive à influencer la transformation du tissu social.

Pendant la période du confinement en Europe – mais ce devait être semblable en Amérique du Nord – nous avons pu constater à quel point tout continuait de fonctionner sans notre participation active dans le domaine de

l'interaction en face à face. Déjà, dans les « conditions normales », les ressources temporelles nécessaires pour négocier démocratiquement un modelage commun des liens sociaux sont de moins en moins nombreuses. La « situation idéale de communication » que Jürgen Habermas met au centre de la théorie critique prend de plus en plus congé de la vie sociale quotidienne et les mécanismes du système capitaliste continuent de tourner sans heurts. La leçon que la critique sociale peut retirer de la pandémie est donc que notre interaction en face à face peut facilement dégénérer en simple ornement social. Dans une phase post-pandémie, il faudrait donc réinventer les cadres de l'action permettant une démocratisation des sociétés complexes afin de rompre avec l'adaptation consensuelle et passive à la logique des structures économico-techniques qui ont façonné l'ère néolibérale depuis les années 1980.

Ainsi, la protestation précoce et quelque peu ritualisée qu'on a pu observer en Occident contre l'annonce du *lockdown* était peut-être le symptôme d'un malaise plus profond dans nos sociétés. La marginalité sociopolitique de l'interaction en face à face est devenue partie intégrante de la « normalité » dans notre vie sociale quotidienne, à laquelle il ne devrait pas y avoir de retour. La pandémie attire notre attention sur ce point. Notre libre interaction est devenue sans importance pour la logique reproductive de la domination sociopolitique et économique capitaliste. Les liens sociaux invisibles avec des tiers anonymes ont gagné une importance excessive, ce qui fragilise la légitimation des structures sociales, dont les acteur·rice·s sont appelé·e·s à devenir les fidèles porteur·se·s. Paradoxalement, donc, nous n'avons pas besoin d'être soumis·es à un couvre-feu pour être dominé·e·s par la logique d'un modèle de croissance économique qui subordonne la créativité sociale aux impératifs de l'accumulation.

La dictature de l'économie touche-t-elle à sa fin?

Pourtant, il y a aussi des développements positifs qui ont été déclenchés par la pandémie, car cette dernière a provoqué une rupture importante dans la logique néolibérale dominante. Bien que personne n'ait encore écrit une nécrologie appropriée, le mantra du « déficit zéro » dans les budgets publics a disparu du jour au lendemain. Cela montre que les hypothèses idéologiques de la politique économique néolibérale peuvent soudainement s'effondrer lorsque le regard politique se tourne à nouveau vers la réalité sociale. Malgré les offensives médiatiques répétées des associations patronales partout en Europe, la santé publique a pris le pas sur les intérêts économiques. Les croyances de l'idéologie dominante, soumettant toute dotation de valeur à la logique économique, se sont effondrées en un temps record. La logique politique semble s'être émancipée un instant de la colonisation continuelle des impératifs économiques. L'époque qui s'annonce, marquée par une grave dépression économique, un chômage diffus et une insécurité générale, est probablement comparable à la situation sociale après le krach boursier de 1929 ou à l'état d'urgence après la Seconde Guerre mondiale. C'est à cette époque que les projets de réformes sociopolitiques du New Deal et de l'État providence européen ont vu le jour. Aujourd'hui, les conditions idéales pour un nouveau projet politique, la transformation socioécologique des sociétés du capitalisme tardif, existent peut-être déjà.

Comme l'observe Wolfgang Streeck dans son dernier essai *How Will Capitalism End? Essays on a Failing System* (2016), le capitalisme de notre époque, en crise et désorienté, abolit les conditions mêmes de sa survie et déchire les sociétés, provoquant des dépressions économiques réitérées et une destruction environnementale. Pour y remédier, il faudrait développer

une nouvelle culture politique qui ne lie plus la démocratisation économique, sociale et politique à l'industrialisation, mais à la compatibilité et à la durabilité environnementale. Cette transformation du modèle de développement nécessiterait, d'une part, de repenser la tradition de pensée sociale-démocrate au-delà de sa préformation par le saint-simonisme. D'autre part, la vision écologique du monde devrait s'émanciper de sa coloration conservatrice et sociohiérarchique pour s'ouvrir à l'idée de la démocratisation sociale et économique. Il s'agit d'un projet politique dont la difficulté ne fait aucun doute. Mais c'est aussi le seul moyen de sortir de la crise d'époque dans laquelle nous nous trouvons, si nous ne voulons pas répéter les expériences dramatiques du 20^e siècle.

Sous la pression de la pandémie, en tant que nouveau champ social où les sujets politiques se devaient de se positionner, un premier obstacle à cette transformation a déjà été surmonté. La peur a une fois de plus servi de chemin vers la raison. Trente ans d'idéologie néolibérale ont été oubliés en vingt-quatre heures. Une nouvelle édition de la politique économique keynésienne, pouvant prendre une dimension internationale, est devenue possible. La pandémie a donc ouvert une fenêtre temporelle pour une action politique innovante. Cependant, avant que l'égoïsme économique et la colonisation néolibérale de la politique ne frappent en retour, l'action sociale consciente doit reprendre le dessus sur les structures bureaucratICO-institutionnelles de nos sociétés. Ceci requiert une réactivation toute nouvelle de la créativité de l'action sociale qui se trouve dans l'interaction en face à face et qui peut arriver à contrebalancer le poids de l'invisibilité sociale des structures économiques et bureaucratiques impersonnelles.